

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 23/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOLARYS SAS**

50, avenue Robert Gourdon  
30600 Vauvert

Références : 2026-02-067  
Code AIOT : 0006600802

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SOLARYS SAS implanté 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de deux incidents de pollution aqueuse qui se sont produits sur la zone industrielle de Vauvert en fin d'année 2025. Le premier concerne un déversement accidentel avéré de matières organiques en provenance de l'usine exploitée par la société SOLARYS dans le fossé qui borde au nord le site, le 10 septembre 2025. Le second épisode de pollution a été signalé à l'inspection comme étant un rejet de liquide blanchâtre depuis un point de rejet d'eaux pluviales du site en date du 15 décembre 2025.

Cette inspection a pour objectifs de vérifier les mesures prises et les actions engagées après la survenue de l'incident de septembre 2025, ainsi que les éléments de réponse fournis par l'exploitant suite au signalement de décembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLARYS SAS
- 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLARYS (précédemment SAINT-MAMET) est spécialisée dans la production de fruits au sirop, de compotes, de desserts de fruits et de confitures. L'activité de l'établissement est saisonnière, de mi-juillet à début décembre, correspondant à la période de réception des fruits frais.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Vauvert, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-053 du 4 août 2021 mettant à jour le classement du site et renforçant les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux et des risques technologiques dans le cadre de la directive IED.

Un arrêté préfectoral complémentaire n°2023-051 a également été pris le 6 septembre 2023 pour réactualiser les dispositions applicables à la société SOLARYS en cas de période de sécheresse.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|---------------------------|--|-------------------|
| 1  | Incident du 10/09/2025    | Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-69 | Sans objet        |
| 2  | Signalement du 15/12/2025 | Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-69 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection constate la réactivité de l'exploitant à procéder à la mise en œuvre d'actions correctives lors de la survenue d'un épisode de pollution en provenance de son site, ainsi que sa volonté à tenir informée dans les plus brefs délais l'inspection.

L'inspection note aussi que le fichier de surveillance des points de rejet d'eaux pluviales autorisés du site a été complété par l'exploitant comme demandé lors de la précédente visite. Ainsi, le fichier fait désormais apparaître les conditions météorologiques du jour de la surveillance des points de rejet et l'identification des lignes de production en fonctionnement permettant ainsi de fournir une liste d'informations exhaustive en cas de constat d'un rejet non-conforme dans le contre-canal.

Par ailleurs, l'inspection constate que l'exploitant souhaite remédier de manière définitive à toute contamination des rejets d'eaux pluviales par des effluents industriels par la rénovation de l'ensemble des réseaux d'eaux du site, avec la création de réseaux séparatifs (eaux pluviales toitures, eaux pluviales voiries, effluents industriels et eaux usées), mais également par la réfection des réseaux d'eaux internes à l'usine. Pour rappel, les travaux de rénovation des réseaux d'eaux

extérieurs commencés en 2025 devraient se terminer au premier semestre 2026. Quant au projet de rénovation des canalisations internes à l'usine, l'exploitant s'est engagé à tenir informée l'inspection de l'avancement des actions engagées et de la nature des futurs travaux envisagés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incident du 10/09/2025

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Le 10/09/2025 vers 8 h du matin, l'exploitant constate un rejet de matières organiques (cubes de fruits) au point de rejet pluvial voiries situé au nord du site. Le constat est aussi fait de la présence dans le fossé, d'un biofilm blanchâtre en surface provoqué par la dégradation des fruits dans l'eau, qui s'écoule vers l'aval.<br>Le rapport d'incident a été transmis à l'inspection le 11 septembre 2025. Le document comporte bien les éléments demandés tels que la typologie de l'évènement, la nature des conséquences environnementales, les mesures prises, les causes de l'incident et les actions correctives mises en œuvre.<br>Dans un premier temps, l'exploitant a procédé immédiatement à la fermeture de la vanne martellière située dans le regard d'eaux pluviales de voiries pour stopper l'écoulement vers le fossé, puis le jour même, au curage des fossés qui longent le site au nord et à l'ouest, dans lesquels se sont déversées les matières organiques. Le nettoyage des fossés a été effectué par l'entreprise JPM, une quantité de 3 m3 de déchets ayant été pompée et évacuée vers la station d'épuration de la commune de Vauvert. Les justificatifs (bon d'intervention, facture et bordereau d'identification et de suivi des sous produits d'assainissement) datés du 10 septembre 2026 prouvant du pompage, nettoyage et traitement des déchets ont été fournis par l'exploitant. Des investigations ont ensuite été menées pour déterminer les causes de l'incident. Ce rejet de matières organiques est dû à des nettoyages de palox de fruits réalisés en dehors de la zone dédiée, occasionnant des rejets d'eaux de lavage vers un regard d'eaux pluviales de voiries se trouvant à proximité de la zone de lavage. Ces effluents contenant des morceaux de fruits ont été collectés par le réseau d'eaux pluviales de voiries et rejetés au point de rejet sus-cité. |

|   |
|---|
| <p>Lors de la visite terrain, l'inspection note que la zone spécifique au nettoyage des palox est équipée d'un caniveau de collecte des eaux de lavage qui permet de les diriger vers la station de pré-traitement du site. Le regard d'eaux pluviales de voiries ayant collecté les eaux de lavage inappropriées est constaté en aval de la zone de lavage.</p> <p>A la suite de cet incident, l'exploitant a effectué une communication auprès du personnel de production pour clarifier les zones de nettoyage adaptées et informer de la séparation des réseaux d'eaux (eaux usées/effluents de lavage et eaux pluviales) au droit de ces zones. Des consignes d'exploitation ont été établies pour les deux zones de nettoyage de palox (zone "ouvre-boîtes" de l'atelier V12 et zone "quai poires chimiques de l'atelier V12) associées à des photos des deux zones sur lesquelles figurent de manière précise l'emplacement des deux réseaux d'eaux. Selon l'exploitant, les photos ont été affichées au droit de ces ateliers jusqu'à la fin de la campagne de fruits de 2025. Le contenu de cette communication a bien été consulté lors de la présente visite.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a modifié la fréquence de surveillance des 4 points de rejet du site. A partir du 11 septembre et jusqu'à la fin de la campagne (novembre 2025), les points de rejet ont fait l'objet d'une vérification quotidienne avec le report des résultats de cette surveillance dans un fichier de suivi. Le fichier en question a été consulté en séance. L'inspection note l'absence d'un autre évènement sur les rejets suivis entre le 11 septembre et le 3 février 2026 (jour de l'inspection).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

## N° 2 : Signalement du 15/12/2025

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/01/2026, article R. 512-69</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plaintes de riverains</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a été alertée le 5 janvier 2026 par le service rural de la police municipale de la commune de Vauvert, d'un déversement de liquide insalubre dans le contre-canal Le Vallat de la Reyne qui est survenu le 15 décembre 2025.</p> <p>A l'appui de ce signalement, le procès-verbal d'audition devant la gendarmerie du directeur des services techniques de la commune de Vauvert, est joint apportant les informations supplémentaires suivantes:</p>  |

*"Afin de trouver la provenance, nous [le directeur et la SAUR] avons suivi la trace blanchâtre qui se trouvait dans le canal et nous sommes arrivés devant une buse de rejet d'eau pluviale. Cette buse métallique a pour fonction le rejet d'eau pluviale de la société SOLARYS située à Vauvert. Une fois arrivés au niveau de la buse, nous avons constaté un écoulement. Un prélèvement a donc été réalisé par la SAUR à la sortie de cette buse et envoyé en analyse."*

Le rapport d'analyse daté du 26 décembre 2025, établi par le laboratoire CARSO et joint au PV, met en évidence des résultats non conformes en DCO et DBO5 au regard des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2021 s'appliquant au site exploité par SOLARYS.

Une photo des traces blanchâtres constatées dans le canal du Vallat de la Reyne est également jointe au PV.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir des précisions sur cet incident. Par mail du 23 janvier 2026, l'exploitant précise que:

- aucune anomalie n'a été détectée durant l'activité de production du 15 décembre 2025, ni en fin de production du vendredi 12 décembre, l'usine était arrêtée pendant le week-end;
- ceci est cohérent avec le fichier de suivi des rejets évoqué au point de contrôle n°1 ci-avant ;

- au regard de la photo reçue et notamment des palplanches visibles, il n'est pas possible d'affirmer que le rejet provient d'un des points de rejet du site.

Dans le cadre de ce signalement, une visite d'inspection a été réalisée sur le site de la société SOLARYS. La visite de terrain a permis de confirmer que l'endroit du rejet pris en photo ne correspond à aucun des 4 points de rejet du site, ni aux fossés d'eaux pluviales qui longent l'usine au nord et à l'ouest.

Par ailleurs, lors de la visite, un point a été fait sur les dépassements en DCO et DBO5 qui persistent de manières épisodiques dans le rejet d'eaux pluviales au droit du point de rejet nommé "pluvial haut", malgré des travaux de réfection des réseaux d'eaux du site. Après investigations menées, l'exploitant suppose que des contaminations se produisent entre réseaux via les canalisations internes à l'usine. Ainsi, un projet de rénovation des réseaux d'eaux de l'usine est à l'étude avec comme action préalable en 2026 l'identification de tous les réseaux de l'usine.

Il est demandé à l'exploitant de tenir informée l'inspection de l'avancée des actions mises en œuvre pour planifier les travaux de rénovation des réseaux d'eaux internes à l'usine.

**Type de suites proposées :** Sans suite